

« Refonder » l'École selon Mme Borne, c'est la soumettre aux exigences des patrons

Montreuil, le 12 juillet 2022

Le système éducatif français, « est sans doute l'un de ceux qui reproduit le plus les inégalités », a fait valoir Elisabeth Borne samedi dernier lors d'une intervention aux rencontres économiques d'Aix-en-Provence.

Selon la Première ministre, « on a aussi un paradoxe d'avoir encore un taux de chômage qui n'est pas celui du plein emploi et néanmoins des entreprises qui éprouvent de très grandes difficultés à recruter. Donc ça veut dire que notre système éducatif, notre système de formation, manifestement ne forment pas les compétences dont notre économie a besoin ».

Bruno Le Maire, présent lui aussi à ces rencontres économiques, annonce, parmi toute une série de mesures pour lutter contre la pénurie de main-d'œuvre : « L'Etat doit continuer à faire de l'apprentissage une voie royale ». On ne saurait rendre plus claire la feuille de route du nouveau ministère de l'enseignement professionnel, placé sous la double tutelle de l'Education nationale et du ministère du Travail.

Ces deux ministres ont participé à des gouvernements qui ont multiplié les mauvais coups contre l'École et le droit à l'instruction, qui ont accéléré la territorialisation, renforcé la sélection, et dévalorisé des diplômes pour les remplacer par des certificats ou des blocs de compétences.

Pour eux comme pour le patronat, ce n'est pas la crise économique qui est responsable du chômage, c'est l'inadaptation du système scolaire aux besoins de main-d'œuvre.

Il leur faut donc aller plus loin dans la « refondation » du système éducatif français, pour répondre aux exigences économiques d'aujourd'hui, les mêmes exigences auxquelles se soumettait un ministre de l'Economie nommé Macron lorsqu'il déroulait le tapis rouge aux dirigeants de Uber.

Il leur faut faire un pacte avec les enseignants, « revalorisés » et surtout bons à tout faire de la maternelle à l'université, dans le public comme dans le privé. Il leur faut renforcer les liens entre l'École et les « acteurs économiques », pour favoriser l'entrée en apprentissage dans les entreprises dès le plus jeune âge.

La FNEC FP-FO ne l'accepte pas et revendique, avec sa Confédération :

- **Le retrait de toutes les contre-réformes de Blanquer et de ses prédécesseurs, qui ont conduit à la remise en cause de la laïcité, à la territorialisation, et à l'aggravation des inégalités,**
- **le maintien des diplômes nationaux et des conventions collectives qui s'appuient sur des qualifications et des titres reconnus,**
- **l'arrêt de la mixité des publics et du développement de l'apprentissage au sein de nos lycées professionnels,**
- **l'abandon de l'expérimentation marseillaise et de sa généralisation,**
- **la création de postes statutaires à hauteur des besoins,**
- **l'augmentation des salaires de tous les personnels de l'Education nationale, sans contrepartie.**